

<https://www.jeuneafrique.com/1751136/economie-entreprises/sidi-ould-tah-la-taille-de-la-banque-africaine-de-developpement-doit-etre-demultipliee/>

Sidi Ould Tah : « La taille de la Banque africaine de développement doit être démultipliée »

Au lendemain d'une reconstitution historique du Fonds africain de développement, Sidi Ould Tah a accordé sa première interview fleuve en tant que président de la Banque africaine de développement. L'occasion de faire le bilan de ses cent premiers jours de mandat et de détailler ses priorités pour les années à venir.



Sidi Ould Tah, président de la Banque africaine de développement, à Johannesburg, en Afrique du Sud, le 21 novembre 2025. © JEMAL COUNTESS/Getty Images via AFP

Par [Thaïs Brouck](#) et [Nicholas Norbrook \(envoyés spéciaux à Londres\)](#)

Publié le 19 décembre 2025 Lecture : 12 minutes.

Le début du mandat de Sidi Ould Tah est marqué par une victoire. Le 16 décembre, le Fonds africain de développement (FAD), le guichet concessionnel de la [Banque africaine de développement \(BAD\)](#), a levé 11 milliards de dollars auprès de 43 partenaires. C'est 23 % de plus que lors de la précédente reconstitution, il y a trois ans. « Dans l'un des environnements mondiaux les plus difficiles pour le financement du développement, nos partenaires ont choisi l'ambition plutôt que la réduction des dépenses, et l'investissement plutôt que l'inertie », s'est réjoui [Sidi Ould Tah](#), le président de l'institution. De fait, réussir à lever une telle somme alors que les montants alloués à l'aide au développement sont structurellement en baisse [était un pari loin d'être gagné](#).

En plus de ces dons, le Mauritanien a pu compter sur une contribution venue de la péninsule arabe dans le cadre de partenariats de cofinancement. La Banque arabe pour le développement économique en Afrique (Badea), dont il a été président dix ans avant de rejoindre la BAD, s'est engagée à hauteur de 800 millions de dollars. Le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) pour le développement international a promis 2 milliards d'euros. Sidi Ould Tah a donc déjà tenu l'une de ses promesses de campagne, [l'une des raisons pour lesquelles il a remporté la victoire](#), le 29 mai dernier, à Abidjan. Il se présentait en effet comme un trait d'union entre le monde arabe et l'Afrique et mettait en avant sa capacité à mobiliser, à grande échelle, les fonds venus du Golfe.

Un nouveau style

Depuis son investiture, le 1er septembre, la BAD est entrée dans une nouvelle ère. Un gel des déplacements à l'étranger a fait l'effet d'un électrochoc au sein du personnel. « Pour toute institution, il est important qu'il y ait une discipline budgétaire », affirme Sidi Ould Tah. Selon une source au sein de la Banque, l'ambiance a changé : avec un nouveau patron qui maîtrise manifestement les dossiers et exige une présence à Abidjan, les équipes sont à leur poste, au travail.

Le style du nouveau président tranche radicalement avec celui de son prédécesseur, [Akinwumi Adesina](#). Les discours fleuves ont laissé place à l'écoute, la prudence a remplacé les décisions radicales.

Sidi Ould Tah s'était donné cent jours pour rencontrer, consulter, recueillir les doléances. En interne mais également auprès des partenaires de la Banque. Il est par exemple le premier président de la Banque africaine de développement à avoir convié les représentants des organisations patronales africaines au siège de l'institution, à Abidjan. Il a aussi réuni autour de lui les dirigeants des principales banques de développement d'Afrique pour établir des ponts.

En amont des assemblées annuelles de la BAD, prévues en mai à Brazzaville, il va organiser une grande conférence pour dessiner ce qu'il appelle la Nouvelle architecture financière africaine (Nafa). Une initiative conforme à sa vision : faire de la BAD la clé de voûte du financement du développement en Afrique. Mais, pour l'instant, aucune décision majeure n'a été prise. Ainsi, en dehors de la nomination de son chef de cabinet, le Camerounais Thierry Hot, [l'organigramme de la BAD est resté le même](#).



A lire : [Banque africaine de développement : le dernier tour de piste controversé d'Akinwumi Adesina](#)

Mais le Mauritanien peut s'appuyer sur une institution bien gérée. En 2024, la BAD a dégagé un résultat net de 310 millions d'euros, le total des approbations a atteint 10,6 milliards d'euros, et la BAD a décaissé 6,4 milliards d'euros, un chiffre en progression de 15 % par rapport à 2023. La BAD bénéficie du label AAA, synonyme d'accès aux marchés de capitaux à des conditions optimales.

Depuis son arrivée, Sidi Ould Tah doit composer avec une stratégie décennale (2024-2033) pensée par les équipes de son prédécesseur. Il compte la réorienter en fonction du programme pour lequel il a été élu, baptisé « Les quatre points cardinaux » : réformer l'architecture financière africaine, transformer le dividende démographique en puissance économique, industrialiser le continent tout en valorisant ses ressources naturelles et mobiliser les capitaux à grande échelle. Cette stratégie a-t-elle été réorientée à l'issue des consultations réalisées au cours de ses cent premiers jours de mandat ? Quelles sont ses priorités ? Pour lever le voile sur les grandes orientations de la première institution financière de développement du continent, Sidi Ould Tah a longuement reçu *Jeune Afrique*, à Londres, au lendemain des annonces des contributions des États à la reconstitution du Fonds africain de développement. Entretien.

Jeune Afrique : Alors que la plupart des pays du Nord prévoient une baisse de l'aide au développement, le Fonds africain de développement a enregistré une augmentation record de 23 % des contributions, pour atteindre 11 milliards de dollars. Quels enseignements en tirer ?

Sidi Ould Tah : Malgré un contexte international difficile, les partenaires du développement de l'Afrique ont choisi de continuer à mobiliser des ressources importantes. Il faut souligner que les pays africains eux-mêmes, malgré des moyens modestes, ont montré leur attachement à cet outil : 23 pays ont déjà contribué, et d'autres le feront. Par ailleurs, le rôle du secteur privé est appelé à devenir de plus en plus important, notamment grâce aux mécanismes de garantie et de partage des risques. Enfin, nous avons observé une très forte mobilisation des institutions financières africaines, ce qui illustre la dynamique vers une nouvelle architecture financière africaine.

Le FAD est appelé à faire plus. Quels mécanismes comptez-vous mettre en œuvre pour y parvenir ?

Le FAD est un outil essentiel pour les pays africains, particulièrement ceux à faible revenu ou en situation de fragilité. En fournissant des ressources concessionnelles et des dons, il permet à des pays qui ont des capacités d'endettement limitées de répondre à leurs besoins de financement. Désormais, l'idée est de mobiliser davantage de ressources à travers trois possibilités. D'abord, le financement parallèle : mobiliser d'autres partenaires pour que les pays puissent obtenir plus de financement. Nous y parviendrons en mobilisant des ressources concessionnelles avec d'autres partenaires. C'est l'objet du partenariat que nous avons annoncé avec le Fonds de l'Opep pour le développement international et avec la Badea.

Nous devons permettre au FAD d'aller sur les marchés, d'avoir sa propre notation souveraine, d'émettre des obligations.

Deuxièmement, la mobilisation des ressources de marché : l'objectif est de permettre au FAD, comme le fait l'Association internationale de développement (IDA), la filiale de la Banque mondiale, d'aller sur les marchés, d'avoir sa propre notation souveraine, d'émettre des obligations. Le FAD utilisera une partie des dons pour bonifier les taux d'intérêt afin que les financements mis à disposition des États restent concessionnels. Troisièmement, pour le financement des infrastructures, faire appel au secteur privé et utiliser une partie des ressources du Fonds pour atténuer les risques perçus par les investisseurs privés, notamment dans les infrastructures.

L'économie mondiale est frappée par une série de chocs et, depuis l'élection de Donald Trump, par une nouvelle donne géoéconomique marquée par des bras de fers commerciaux et une forte imprévisibilité.

Comment l'Afrique peut-elle naviguer dans ce nouvel environnement. Les **Brics sont-ils une voie à suivre ? Faut-il accélérer sur la dédollarisation ?**

Notre priorité, c'est de répondre aux attentes des populations africaines. Elles ont besoin d'électricité – **d'où la [Mission 300 lancée avec la Banque mondiale](#)** –, d'eau potable, d'infrastructures résilientes, d'éducation, d'emplois pour la jeunesse, de santé et de nourriture abondante. Voilà les priorités. Le rôle de la Banque africaine de développement n'est pas de s'occuper de géopolitique internationale, mais d'apporter une réponse aux

préoccupations quotidiennes des populations africaines. Toute contribution qui aide l'Afrique à répondre à ses besoins est la bienvenue.



A lire : [Zlecaf, numérique, agriculture... 10 paris économiques pour transformer l'Afrique en dix ans](#)

La BAD est néanmoins parfois appelée à jouer un rôle de médiation dans les grandes tensions géoéconomiques internationales...

Le rôle de la BAD est celui d'un acteur du financement du développement. Si cela nécessite des partenariats, ils seront envisagés dans l'intérêt des pays africains. Le corridor de Lobito est un bel exemple de collaboration internationale. C'est un projet transformateur pour l'Afrique australe. La BAD y est engagée avec d'autres institutions financières. De même, nous sommes au cœur d'initiatives stratégiques liées à l'économie digitale ou au transport aérien, avec des partenariats européens, américains ou canadiens.

Vous insistez beaucoup sur le rôle du secteur privé. Comment comptez-vous lever les freins à l'investissement ?

Pendant les cent premiers jours de mon mandat, j'ai voulu écouter : le personnel de la Banque, le conseil d'administration, les actionnaires, le secteur privé africain et international, les institutions financières, les fonds de pension, les Bourses. Il est apparu clairement que la question des garanties est fondamentale, notamment contre les risques politiques, réels ou supposés, surtout pour les investisseurs non africains. C'est pourquoi nous travaillons à la mise en place d'une plateforme panafricaine de garantie des investissements. Elle est essentielle pour accélérer la transformation structurelle des économies africaines et faciliter la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). À l'issue de mes consultations, d'autres priorités ont également émergé : le dialogue avec les régulateurs, la mobilisation de financements en monnaie locale, le coût et le volume du financement, les transferts transfrontaliers.

Je suis un pragmatique plutôt qu'un dogmatique.

Vous souhaitez placer la BAD au cœur de l'écosystème africain du financement du développement. Les consultations que vous avez menées confirment-elles cette ambition ?

Nous voulons une architecture financière africaine sur trois niveaux : continental, régional et national. Cela permettra de mieux mobiliser l'épargne africaine, notamment les fonds de pension et les assurances, estimés à plusieurs centaines de milliards de dollars. L'objectif, à terme, n'est pas que les autres institutions de financement du développement se rangent derrière la BAD. Nous allons travailler de concert. Chaque institution doit jouer son rôle, dans une division du travail claire. La BAD doit se concentrer sur les projets structurants, le renforcement des capacités des banques régionales et nationales, et la coordination internationale. Notre objectif est d'organiser, d'ici la fin du premier trimestre ou le début du deuxième trimestre 2026, à Abidjan, une conférence qui rassemblera tous les acteurs du système financier africain pour surmonter la fragmentation actuelle.

Donald Kaberuka a dirigé la BAD en technocrate de l'ère post-**consensus de Washington**, avec pour priorités la stabilité macroéconomique, l'amélioration du climat des investissements et les grands projets d'infrastructures transfrontaliers, l'État étant conçu avant tout comme facilitateur plutôt que comme stratège industriel. Akinwumi Adesina a conservé cette boîte à outils pro-marché, tout en orientant la Banque vers une ligne plus ouvertement souverainiste et centrée sur l'industrialisation. **Quelle est votre vision ?**

Je suis un pragmatique plutôt qu'un dogmatique. Chaque époque appelle des réponses adaptées à son contexte. Aujourd'hui, il est largement admis que lorsque le secteur privé peut jouer un rôle, c'est à lui de le faire. Mais il existe des défaillances de marché où l'intervention publique ou multilatérale est nécessaire. Ma priorité absolue est la création d'emplois, en particulier pour la jeunesse africaine. Le critère fondamental d'un projet, c'est le nombre d'emplois qu'il permet de créer.

L'âge médian est de 19 ans en Afrique. Nous avons une population qui croît à des taux élevés et, d'ici à 2050, la force de travail africaine sera supérieure à celle de la Chine et de l'Inde réunies. Une personne sur quatre sera africaine. Cette démographie dicte nos priorités. Cela inclut l'industrie, l'agriculture, le tourisme, mais aussi l'économie digitale. Je pense par exemple que l'on peut former des jeunes Africains sur les métiers de la

cybersécurité ou du coding, pour qu'ils puissent travailler en ligne pour de grandes multinationales. Il faut adapter le système éducatif africain pour mieux l'adapter aux évolutions récentes de l'économie mondiale.

Les infrastructures doivent venir en appui à la croissance. Elles doivent permettre au secteur privé d'investir.

Vous avez été élu sur un programme baptisé « les quatre points cardinaux ». Compte tenu de vos consultations, quelles orientations de votre programme ont été révisées ?

Au contraire, les consultations m'ont conforté dans la pertinence des quatre points cardinaux. Le premier point est la mobilisation massive des ressources : transformer chaque dollar en dix dollars. Les besoins du financement et du développement en Afrique sont estimés à plus de 400 milliards de dollars par an. En 2024, le groupe de la Banque africaine de développement a approuvé 11 milliards de dollars, ce qui représente à peu près 2,5 % des besoins du continent. Même en intégrant les autres banques de développement, nous sommes très loin du compte.

Le deuxième point cardinal est la nouvelle architecture financière africaine que je viens de détailler. Le troisième est la démographie et l'emploi des jeunes. Cette démographie peut être un atout de taille pour le continent si on arrive à mieux exploiter le dividende démographique. Mais cela peut aussi devenir une source de déstabilisation et d'instabilité pour les pays africains, pour le reste du monde.

Le quatrième point cardinal concerne les infrastructures résilientes et la transformation des matières premières africaines. Les infrastructures doivent venir en appui à la croissance. Elles doivent permettre au secteur privé d'investir. Nous le voyons avec la mine de **Simandou** en Guinée. C'est la preuve que les infrastructures sont déterminantes pour la rentabilité des investissements. La Guinée dispose aussi de l'une des plus grandes réserves mondiales de bauxite mais ne capte qu'une part infime de la valeur ajoutée. Alors que Bahreïn, qui n'a pas de gisement de bauxite, a investi dans la transformation du minerai en aluminium et en capte une valeur ajoutée beaucoup plus importante. Nous devons mettre fin à ces anomalies.

Depuis votre arrivée, il n'y a eu quasiment aucun changement dans l'organigramme de la Banque africaine de développement. Le personnel de la BAD doit-il s'attendre à des évolutions ces prochains mois ?

Je ne change pas pour changer. Mais si des changements s'imposent pour des raisons objectives, je n'hésiterai pas. J'ai mis en place six groupes de travail internes qui ont formulé plus de cent recommandations, portant sur la stratégie, les processus, la culture institutionnelle, l'intégration régionale, le digital et le secteur privé. Certaines recommandations auront des implications organisationnelles. Il est trop tôt pour en détailler les effets, mais elles visent toutes à rendre la Banque plus agile, plus rapide et orientée vers les résultats.



A lire : [Fonds africain de développement : le premier grand test de Sidi Ould Tah à la tête de la BAD](#)

Envisagez-vous de renforcer le rôle d'économiste en chef, créé sous la présidence de Donald Kaberuka ?

Je souhaite d'abord organiser une réflexion approfondie sur les résultats des groupes de travail. À la lumière de ces recommandations, nous examinerons les implications en termes d'organisation et de fonctions. Donc oui, ces questions feront partie de la réflexion à venir.

Pour toute institution, la discipline budgétaire est essentielle.

Des mesures de réduction des coûts ont été observées : gel des voyages non essentiels, baisse significative des dépenses de l'Africa Investment Forum. Peut-on parler de cure d'austérité ?

Pour toute institution, la discipline budgétaire est essentielle. Nous travaillons avec les ressources des contribuables, africains comme non africains, et nous avons l'obligation de les utiliser au mieux. Toutes les dépenses qui peuvent être évitées, qui ne sont pas nécessaires, doivent l'être. C'est une question de principe, pas une politique d'austérité. Tout déplacement non essentiel doit être évité, et la taille des délégations doit être ajustée aux stricts besoins. Cela s'applique à toutes les lignes budgétaires, y compris le budget du président, qui sera revu à la baisse en 2026.

À titre personnel, qu'est-ce qui vous a le plus surpris depuis votre arrivée à la tête de la BAD ?

Je n'ai pas eu de grande surprise. J'ai été conforté dans ma conviction de la qualité exceptionnelle des ressources humaines de la Banque. Je le savais de l'extérieur, mais le fait de travailler au quotidien avec les équipes m'a

encore renforcé dans cette conviction. Je compte beaucoup sur elles pour transformer la Banque. En revanche, ce que je ressens fortement, c'est l'impatience de nos bénéficiaires, qui souhaitent une accélération de nos actions et le déploiement des ressources. Cela nous oblige à faire des efforts importants pour accélérer l'exécution des projets, augmenter le volume des décaissements, alléger les procédures et réduire le poids bureaucratique.

Concrètement, que signifie rendre les procédures plus agiles ?

Cela signifie accélérer la mise en œuvre des projets, rendre nos processus plus souples, plus rapides, et être beaucoup plus proches de nos bénéficiaires afin de mieux répondre à leurs attentes.

À quoi doit ressembler la Banque africaine de développement à la fin de votre mandat ?

D'ici cinq ans, je souhaite voir une Banque avec un bilan beaucoup plus important, des opérations de plus grande ampleur et une meilleure coordination avec l'ensemble des acteurs du financement et du développement, qu'ils soient africains, internationaux ou bilatéraux. Mais, surtout, une Banque qui a un impact concret en faveur des populations africaines, et particulièrement de la jeunesse, en répondant aux attentes en matière de services de base, d'infrastructures, de services sociaux et, surtout, d'emplois.

Quand vous parlez d'un bilan beaucoup plus grand, avez-vous déjà des objectifs chiffrés en tête ?

Il est trop tôt pour s'engager sur des montants précis. Ce que je peux dire aujourd'hui, c'est que la taille du bilan que j'envisage doit être un multiple de la taille actuelle de la Banque.